

IV. CÉRÉMONIE DE CLÔTURE / CLOSING CEREMONY

↓ **Discours de clôture de S.E.M. Youssouf Ouedraogo, Ministre d'État, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération régionale du Burkina Faso / Closing speech by H.E. Mr. Youssouf Ouedraogo, Minister of State, Minister of Foreign Affairs and Regional Integration of Burkina Faso**

Monsieur le Représentant du Secrétaire Exécutif de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO),

Monsieur le Délégué régional du Comité international de la Croix-Rouge,

Madame la Chargé d'affaires a.i. de l'Ambassade du Canada,

Mesdames, messieurs, les experts,

Vous voilà au terme de deux jours de réflexion et d'échanges fructueux sur la mise en œuvre de la Convention d'Ottawa sur les mines antipersonnel dans les États d'Afrique de l'Ouest.

J'ose espérer que vos discussions sur ce sujet qui préoccupe la Communauté internationale tout entière ont été à la hauteur de vos attentes. Pouvait-il en être autrement ; quand on mesure l'ampleur du désastre humanitaire que cause l'emploi des mines et qui interpelle nos consciences.

Les conclusions de l'atelier qui viennent de nous être présentées témoignent de la richesse de vos débats et de la contribution fort appréciable des différentes délégations.

Vos échanges ont permis de faire état de la mise en œuvre de la Convention d'Ottawa dans nos pays respectifs et mesurer les défis qui sont à relever d'ici l'échéance de la Conférence de Nairobi du 29 novembre au 3 décembre 2004.

Mesdames, messieurs,

Les conclusions de vos discussions ont abouti entre autres à l'adoption des recommandations suivantes :

- l'appel à une adhésion universelle à la Convention d'Ottawa ;
- la nécessité d'accomplir les obligations en vertu de l'article 7 par le dépôt dans les meilleurs délais des rapports nationaux ;
- l'invitation à la prise de mesures législatives nationales pour prévenir et réprimer les activités interdites par la Convention ;
- l'appel lancé aux États bailleurs de fonds de renouveler leurs engagements politiques et financiers en faveur de l'action contre les mines dans les pays affectés par les mines ;
- l'exhortation à une participation à haut niveau de représentation politique des États de l'Afrique de l'Ouest à la Conférence d'examen de 2004 à Nairobi.

Elles démontrent que les objectifs poursuivis par cet atelier ont été pleinement atteints.

Pour terminer, je voudrais exprimer au nom du Peuple et du Gouvernement du Burkina Faso ma profonde gratitude aux différents partenaires notamment la CEDEAO et le CICR pour leurs soutiens multiformes au succès de cet atelier.

Tout en souhaitant un bon retour à tous les participants, au nom du Ministre d'État, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération régionale, je déclare clos l'Atelier sous-régional des États d'Afrique de l'Ouest sur la mise en œuvre de la Convention d'Ottawa sur les mines antipersonnel.

Je vous remercie.

◆ ◆ ◆

Mr. the Representative of the Executive Secretary of the Economic Community of West African States (ECOWAS),

Mr. the Regional Delegate of the International Committee of the Red Cross,

Madam the *Chargé d'affaires* a.i. of the Canadian Embassy,

Ladies and Gentlemen,

Here we are at the closing of the two days of fruitful brainstorming and exchanges on the implementation of the Ottawa Convention on landmines in West African states.

I am hopeful that your discussions of this subject of paramount concern to the entire international Community has been up to your expectations. It can hardly be otherwise when one takes a glance at the tragic consequences of the use of landmines, which calls for our immediate attention.

The recommendations of the workshop that have just been read out to us bear testimony on the value of your debates and the most appreciable input from the various attending delegations.

Your exchanges have provided an opportunity for stock-taking of the implementation of the Ottawa Convention in our respective countries, as well as the challenges that lay before us ahead of the Nairobi Conference scheduled from 29 November through 3 December 2004.

Ladies and Gentlemen,

The proceedings of your discussions have led, among other things, to the adoption of the following recommendations:

- a call for universal adherence to the Ottawa Convention;
- the imperative to comply with the obligations under Article 7 by the diligent submission of national reports;
- the call for the adoption of national legislation for the prevention and prosecution of activities prohibited by the Convention;
- the call on the donor countries for a reaffirmation of their political and financial commitments in favor of mine action in mine-affected countries;
- the call for a high-level political participation of West African states to the 2004 Nairobi Review Conference,

They point to the fact that the goals set for this workshop have been fully reached.

In closing, I would like to thank you, on behalf of the Government and People of Burkina Faso, my deepest gratitude to the various partners, namely ECOWAS and the ICRC for their multi-sided support for the success of this workshop.

While wishing a safe return to all the participants, on behalf of the Minister of State, Minister of Foreign Affairs and Regional cooperation, I declare closed the Sub-regional Workshop on the implementation of the Ottawa Convention on anti-personnel mines in West Africa.

Thank you for your attention.

V. RECOMMANDATIONS / RECOMMENDATIONS

↓ Atelier sur la mise en oeuvre de la Convention d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnel en Afrique de l'Ouest, Ouagadougou, 28-29 janvier 2004

Rappelant que le Conseil des Ministres de l'Organisation de l'Unité Africaine, à sa soixante-sixième session ordinaire (Harare, 28-30 mai 1997), faisant sien le Plan d'Action adopté par la première Conférence continentale des experts africains sur les mines antipersonnel (Kempton Park, Afrique du Sud, 19-21 mai 1997), a adopté comme objectif l'élimination de toutes les mines antipersonnel en Afrique et la transformation du continent en zone libérée des mines antipersonnel ;

Rappelant le rôle déterminant joué par les États africains dans la négociation et l'adoption en 1997 de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, dite Convention d'Ottawa ;

Rappelant le Séminaire sur l'universalisation et la mise en oeuvre de la Convention d'Ottawa en Afrique (Bamako, 15-16 février 2001), qui a appelé à la mise en oeuvre pleine et entière de la Convention par les États parties africains, notamment à travers la coopération régionale ;

Se félicitant du fait que, donnant suite au Séminaire de Bamako, tous les États d'Afrique de l'Ouest, et 46 des 48 États d'Afrique subsaharienne, sont maintenant parties à la Convention d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnel, contribuant ainsi à son universalisation ;

Reconnaissant que si des progrès importants ont été effectués en matière de mise en oeuvre de la Convention en Afrique, beaucoup de travail reste encore à faire pour atteindre les objectifs humanitaires de base de la Convention que sont le déminage, la destruction des stocks et l'assistance aux victimes de mines ;

Reconnaissant l'esprit de transparence et de coopération dans lequel est mis en oeuvre la Convention d'Ottawa ;

Rappelant les appels fait par la Cinquième Assemblée des États parties à la Convention d'Ottawa (Bangkok, 15-19 Septembre 2003) aux États parties affectés par les mines de mettre en place et de mettre en oeuvre leurs programmes nationaux pour le déminage, la destruction des stocks et l'assistance aux victimes d'ici la première Conférence d'Examen de 2004, et de faire connaître leurs besoins d'assistance en ces matières, et aux États qui sont en mesure de le faire de renouveler leur engagement d'assurer une assistance durable pour ces programmes ;

Soulignant l'importance de la première Conférence d'Examen de la Convention d'Ottawa, dite Sommet de Nairobi pour un Monde sans Mines, qui se tiendra du 29 novembre au 3 décembre 2004 ;

Les participants ont fait les recommandations suivantes :

1. Aux États qui ne sont pas encore parties à la Convention d'Ottawa, les participants les appellent à :

- 1.1 se joindre à la Convention d'Ottawa dans les meilleurs délais ;
- 1.2 entre-temps, s'abstenir d'employer, de stocker, de produire ou de transférer des mines antipersonnel en Afrique ou ailleurs dans le monde ;
- 1.3 maintenir et augmenter la coopération et l'assistance internationales à l'action contre les mines en Afrique et ailleurs dans le monde.

2. A tous les États d'Afrique de l'Ouest :

- 2.1 S'agissant des rapports nationaux en vertu de l'Article 7 de la Convention d'Ottawa, les participants appellent chaque État qui n'a pas encore déposé, le cas échéant, son rapport initial ou annuel à :
 - 2.1.1 déposer auprès du Secrétaire Général des Nations Unies son rapport initial sur l'application nationale de la Convention, selon les exigences de l'Article 7, dans les meilleurs délais ou, en tout cas, avant la Conférence d'Examen de Nairobi de 2004 ;
 - 2.1.2 mettre à jour annuellement les renseignements fournis et communiquer les renseignements ainsi mis à jour au Secrétaire Général des Nations Unies au plus tard le 30 avril de l'année suivante.
- 2.2 S'agissant de la législation et des autres mesures de mise en oeuvre nationale requises par l'Article 9 de la Convention d'Ottawa, les participants appellent chaque État qui ne l'a pas encore fait à :
 - 2.2.1 élaborer et adopter des mesures législatives pour prévenir et réprimer les activités interdites par la Convention, incluant des sanctions pénales, tel qu'exigé par l'Article 9, autant que possible d'ici la Conférence d'Examen de 2004 ; et
 - 2.2.2 harmoniser sa doctrine militaire avec les interdictions de la Convention et prendre toute autre mesure nécessaire pour instruire ses forces armées sur les exigences de la Convention.

3. Aux États d'Afrique de l'Ouest ayant des stocks de mines :

- 3.1 les participants recommandent à chaque État de détruire ses stocks de mines antipersonnel en conformité avec l'Article 4 de la Convention d'Ottawa, dans la mesure du possible avant la Conférence d'Examen de 2004 ;
- 3.2 pour les États dont l'échéance pour la destruction des stocks tombe avant la Conférence d'Examen de 2004, les participants leur demande de respecter cette échéance ;
- 3.3 s'agissant des États qui ont choisi de retenir exceptionnellement des mines antipersonnel à des fins de formation aux techniques de détection, de déminage et de destruction en vertu de l'Article 3 de la Convention d'Ottawa, les participants recommandent à chaque État de s'assurer que ce nombre est le minimum absolument nécessaire à ces fins, en conformité avec l'Article 3.

4. Aux États d'Afrique de l'Ouest qui ont des zones minées sous leur juridiction ou sous leur contrôle, les participants recommandent :

- 4.1 d'élaborer et de mettre en oeuvre, d'ici la Conférence d'Examen de 2004, un plan d'action national contre les mines, incluant une étude d'impact, un programme de sensibilisation et un programme de déminage, en tenant compte du délai de 10 ans pour le déminage ;
- 4.2 d'évaluer l'état de ses services et infrastructures requis pour répondre aux besoins des victimes de mines et présenter ses besoins en ces matières, par exemple dans ses rapports en vertu l'Article 7 ou lors des réunions intersessionnelles des États parties de la Convention d'Ottawa ;
- 4.3 d'inclure dans ses priorités pour le développement l'assistance aux structures de soin, de réhabilitation, et de réinsertion socio-économique des personnes handicapées, puisque les problèmes auxquels font face les victimes de mines sont identiques à ceux de tous les mutilés de guerre et des handicapés physiques, et que tous ont droit à des soins sans distinction.

5. S'agissant de la coopération et de l'assistance internationale :
- 5.1 reconnaissant que c'est la responsabilité première de chaque État affecté par les mines d'éliminer les mines antipersonnel de son territoire, de sensibiliser aux dangers des mines et d'assister à long terme les victimes de mines, les participants recommandent à chaque État de la région de faire connaître ses besoins dans ces domaines, à travers par exemple les réunions intersessionnelles des États parties à la Convention ou leurs rapports en vertu de l'Article 7, et d'intégrer l'action contre les mines dans ses programmes de développement, où il en fera une priorité ;
 - 5.2 les participants recommandent aux États bailleurs de fonds parties à la Convention de renouveler, d'ici la Conférence d'Examen, leurs engagements en faveur de l'action contre les mines dans les pays affectés par les mines, conformément à l'Article 6 de la Convention, et d'assurer la durabilité de la mobilisation des ressources à cette fin pour la période de cinq ans entre la Conférence d'Examen et les premières échéances pour le déminage en 2009.
 - 5.3 les participants reconnaissent les efforts louables déployés par les organisations non gouvernementales en vue de la mise en oeuvre complète de la Convention d'Ottawa et les encouragent à intensifier leurs efforts, avec les États, pour atteindre les objectifs de la Convention d'Ottawa.
6. S'agissant de la Conférence d'Examen de 2004 (le Sommet de Nairobi pour un Monde sans Mines) les participants recommandent aux États d'Afrique de l'Ouest d'y être représentés au plus haut niveau politique possible (Chef d'État ou de Gouvernement ou Ministre), afin d'être en mesure d'y renouveler leurs engagements pour un monde sans mines.

DISPOSITIF :

- ↓ Les participants demandent au Burkina Faso de restituer les présentes recommandations et les travaux de cet atelier aux prochaines réunions intersessionnelles de la Convention d'Ottawa (Genève, 9-13 février 2004).
- ↓ Les participants recommandent au Secrétaire exécutif de la CEDEAO de demander au Président du Ghana, à titre de président en exercice de la CEDEAO, de restituer les présentes recommandations et les travaux de cet atelier aux instances politiques et décisionnelles de la CEDEAO.
- ↓ Les participants demandent à la CEDEAO de saisir les instances décisionnelles de l'Union Africaine des présentes recommandations et des travaux de cet atelier.
- ↓ Les participants recommandent à la CEDEAO d'instaurer un mécanisme de suivi des activités des organes nationaux de mise en oeuvre de la Convention d'Ottawa dans chaque État membre, notamment par le biais de la Direction des affaires juridiques de leur Ministère chargé des Affaires étrangères.

↓ **Workshop on the Implementation of the Ottawa Convention on the Prohibition of Anti-personnel Mines in West Africa, Ouagadougou, 28-29 January 2004**

Recalling that the Council of Ministers of the Organization for African Unity, at its sixty-sixth ordinary session (Harare, 28-30 May 1997), endorsing the Plan of Action adopted by the first continental conference of African mine experts (Kempton Park, South Africa, 19-21 May 1997), adopted as a goal the elimination of anti-personnel mines in Africa and the establishment of Africa as an anti-personnel mines free zone;

Recalling the crucial role played by African States in the negotiation and the adoption in 1997 of the Convention on the prohibition of the use, stockpiling, production and transfer of anti-personnel mines and on their destruction, also known as the Ottawa Convention;

Recalling the Seminar on the universalization and the implementation of the Ottawa Convention in Africa (Bamako, 15-16 February, 2001), which called on the full implementation of the Convention by African States parties, notably through regional cooperation;

Welcoming the fact that, following up on the Bamako Seminar, all States of West Africa, and 46 of the 48 nations of sub-Saharan Africa, are now party to the Ottawa Convention on the prohibition of anti-personnel mines, thereby contributing to its universalization;

Recognizing that, although significant progress has been made in terms of implementation of the Ottawa Convention in Africa, much work remains to be done in order to attain the core humanitarian objectives of the Convention that are mine clearance, stockpile destruction and assistance to mine victims;

Recognizing the spirit of transparency and cooperation in which the Ottawa Convention is being implemented;

Recalling the calls made by the Fifth Meeting of the States Parties to the Ottawa Convention (Bangkok, 15-19 September 2003) to mine-affected States parties to put in place and to implement their national programmes for mine clearance, stockpile destruction and victim assistance before the 2004 Nairobi Review Conference and to make known their needs in these areas, and to States in a position to do so, to renew their commitments to ensure sustained resource mobilization for these programmes;

Emphasizing the importance of the First Review Conference of the Ottawa Convention, also referred to as the Nairobi Summit for a Mine Free World, which will be held from 29 November to 3 December 2004;

The participants made the following recommendations:

1. **Regarding States that are not yet party to the Ottawa Convention, the participants call upon them to:**
 - 1.1 join the Ottawa Convention as soon as possible;
 - 1.2 in the meantime, refrain from using, stockpiling, producing or transferring anti-personnel mines in Africa or elsewhere;
 - 1.3 maintain and increase international cooperation and assistance for mine action in Africa and elsewhere.

2. To all West African States:

- 2.1** Regarding national reports pursuant to Article 7 of the Ottawa Convention, the participants call upon each State that has not yet deposited its initial report or its annual update, as the case may be, to:
- 2.1.1** file with the Secretary General of the United Nations its initial report on the national application of the Convention, in accordance with Article 7, as soon as possible and in any event before the 2004 Nairobi Review Conference;
- 2.1.2** update annually the information provided and report the updated information to the Secretary General of the United Nations no later than 30 April of the following year.
- 2.2** Regarding national legislation and other national implementation measures required by Article 9 of the Ottawa Convention, the participants call upon each State that has not yet done so:
- 2.2.1** develop legislative measures to prevent and suppress activities prohibited by the Convention, including penal sanctions, as required by Article 9, as far as possible before the 2004 Nairobi Review Conference; and
- 2.2.2** for each State that has not yet done so, to harmonize its military doctrine with the prohibitions of the Convention and take all other measures necessary to instruct its armed forces on the requirements of the Convention.

3. For States of West Africa that have stockpiles of anti-personnel mines:

- 3.1** the participants recommend that each State destroy all its anti-personnel mines stockpiles as far as possible by the 2004 Nairobi Review Conference;
- 3.2** for each State whose stockpile destruction deadline occurs before the Nairobi Review Conference, the participants ask it to respect this deadline;
- 3.3** for each State which has chosen to exceptionally retain anti-personnel mines for training in detection, clearance or destruction techniques pursuant to Article 3 of the Convention, the participants recommend that each State ensure that this number is the minimum absolutely necessary for these purposes, in accordance with Article 3.

4. For mine-affected States of West Africa, the participants recommend that each State:

- 4.1** develop and implement, by the 2004 Nairobi Review Conference, a national mine action plan, including a landmine impact survey, a mine awareness programme and a mine clearance programme, taking into account the 10-year deadline for mine clearance;
- 4.2** assess the state of the services and infrastructure required to respond to the needs of mine victims and present its needs for victim assistance, for example in its Article 7 report or during the intersessional meetings of States Parties to the Ottawa Convention;
- 4.3** include in its priorities for development: assistance to health care, rehabilitation and socio-economic reintegration structures and services for disabled persons, since the problems faced by mine victims are identical to those of war amputees and other physically handicapped, and that all have the right to care without distinction.

5. Regarding international cooperation and assistance:

- 5.1** recognizing that it is first and foremost the responsibility of each mine-affected State to eliminate anti-personnel mines from its territory, to raise awareness about mines, and to provide long-term assistance to mine victims, the participants recommend that each mine-affected State of the region make known its needs in these areas, for example through the intersessional meetings of States Parties to the Convention or through its Article 7 reports, and integrate and make a priority of mine action in its development programmes;
- 5.2** the participants recommend that donor States Parties renew their commitments to mine action in mine affected countries, in accordance with Article 6 of the Convention, by the 2004 Nairobi Review Conference and to ensure sustained resource mobilization for the five year period from the 2004 Review Conference to the first mine destruction deadlines in 2009;
- 5.3** the participants recognize the laudable efforts deployed by non-governmental organizations aiming at the full implementation of the Ottawa Convention, and they encourage them to intensify their efforts, with States, to attain the objectives of the Convention.

6. Regarding the 2004 Nairobi Review Conference (the Nairobi Summit for a Mine Free World), the participants recommend each State of West Africa to be represented at the highest possible level (Head of State or Government or Minister), in order to be able to renew their commitments for a mine-free world.

FOLLOW-UP:

- ↓ The participants ask Burkina Faso to present these recommendations and the report of this workshop, to the next intersessional meetings of the States Parties to the Ottawa Convention (Geneva, 9-13 February 2004).
- ↓ The participants recommend that the Secretary-General of ECOWAS ask the President of Ghana, as incumbent president of ECOWAS, to present these recommendations and the report of this workshop to the policy- and decision-making organs of ECOWAS.
- ↓ The participants ask ECOWAS to notify the decision-making organs of the African Union of these recommendations and the report of this workshop.
- ↓ The participants recommend that ECOWAS establish a mechanism to follow up on the work of national implementation organs of the Ottawa Convention in each member State, notably through the Division of legal affairs of each State's Ministry for Foreign Affairs.

VI. ANNEXES

1. Programme de l'Atelier / Program of the Workshop

Mardi 27 Janvier

19:00 Cocktail de bienvenue offert par le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération régionale du Burkina Faso

Mercredi 28 janvier

8:00 – 9:00 Enregistrement des participants

9:00 **OUVERTURE**

Allocution du Major Général Charles Okae

*Directeur de la Défense et de la Sécurité,
Représentant du Secrétaire exécutif de la
CEDEAO*

Allocution de M. Thierry Grobet

*Délégué régional du Comité international de la
Croix-Rouge*

Allocution de M. Andrew Shore

*Coordonnateur, Équipe d'action contre les mines,
Ministère des Affaires étrangères du Canada*

Allocution de S.E. M. l'Ambassadeur Gérard Chesnel

*Ambassadeur de France pour l'Action pour le
démunage et l'assistance aux victimes de mines
antipersonnel*

Discours d'ouverture de S.E. M. Youssouf Ouedraogo

*Ministre d'État, Ministre des Affaires étrangères et
de la Coopération régionale du Burkina Faso*

10:15 – 11:15 **SITUATION DE LA CONVENTION D'OTTAWA SUR L'INTERDICTION DES MINES ANTIPERSONNEL**

Sous la présidence de la CEDEAO

Vue d'ensemble de la Convention d'Ottawa et des mécanismes de sa mise en oeuvre

Mme Kathleen Lawand, Unité Mines-Armes, CICR

État des lieux de la mise en oeuvre de la Convention d'Ottawa en Afrique de l'Ouest

*M. Boubine Touré, Campagne pour l'interdiction
des mines antipersonnel (ICBL)*

Discussion et échanges

11:15 – 12:30 **LES RAPPORTS DE TRANSPARENCE EN VERTU DE L'ARTICLE 7 DE LA CONVENTION**

Sous la présidence du Burkina Faso

Outils et assistance technique pour l'élaboration de ces rapports

M. Paul Huynen, Chef du Département de non-prolifération et du désarmement, Ministère des Affaires étrangères de la Belgique

La présentation des rapports de transparence : l'expérience du Bénin

M. Théodore C. Loko, Directeur des Affaires juridiques et des droits de l'homme, Ministère des Affaires étrangères et de l'intégration africain du Bénin

Discussion et échanges : difficultés encourues, assistance technique disponible

14:00 – 16:30 **SESSIONS EN GROUPE DE TRAVAIL**

• GROUPE I : LA DESTRUCTION DES STOCKS (ARTICLE 4 DE LA CONVENTION)

Sous la présidence du Nigeria

Coopération et assistance internationale en matière de destruction des stocks

M. Andrew Shore, Coordonnateur, Équipe d'action contre les mines, Ministère des Affaires étrangères du Canada

La destruction des stocks : l'expérience du Tchad

Général Khamis Ouardougou, Inspecteur-adjoint de l'Armée de terre, Ministère de la Défense nationale, des Anciens combattants et Victimes de guerre du Tchad

Discussion et échanges

• GROUPE II : LA PRÉVENTION ET LA RÉPRESSION DES VIOLATIONS (ARTICLE 9 DE LA CONVENTION)

Sous la présidence de la Guinée

Les mesures nationales de mise en oeuvre de la Convention

M. Richard Desgagné, Conseiller juridique régional (Services consultatifs), Délégation régionale du CICR (Abidjan)

L'adoption de mesures nationales de mise en oeuvre : l'expérience du Burkina Faso

Mme Ali Bibata Sanou, Juriste, Direction des Affaires juridiques et consulaires, Ministère des Affaires étrangères et la coopération régionale du Burkina Faso

**L'adoption de mesures nationales de mise en oeuvre :
l'expérience du Mali**

*Kanisson Coulibaly, Ministère des Affaires
étrangères*

Discussion et échanges

16:30-17:30 PROJECTIONS

- *Towards Safer Villages*
- *Mines : Certains instants durent une éternité*
- *Angola 2000 : Internally Displaced Persons*
- *Le traité d'Ottawa : vers un monde sans mines antipersonnel*

Jeudi 29 janvier

8:30 – 11:00 SESSIONS EN GROUPES DE TRAVAIL

- **GRUPE III : LE DÉMINAGE HUMANITAIRE**

Sous la présidence du Mali

**Coopération et assistance en matière de déminage
humanitaire**

*S.E. M. Gérard Chesnel, Ambassadeur pour
l'Action pour le Déminage, France*

**Expériences passées en matière de déminage
humanitaire**

*Capitaine Jean-Denis Dardaillon, Directeur de
stages du CPADD*

**Problèmes, plans, progrès et priorités pour
l'assistance au déminage (4Ps)**

- **GRUPE IV : L'ASSISTANCE AUX VICTIMES ET LA SENSIBILISATION AU DANGER DES MINES**

Sous la présidence du Sénégal

**Assistance et sensibilisation : État des lieux en
Afrique de l'Ouest**

*M. Doudou Fall, Chef de projet PEPAM
(Casamance), Handicap International (Sénégal)*

**L'action du CICR en matière d'assistance et de
sensibilisation**

Mme Kathleen Lawand, Unité Mines-Armes, CICR

Discussion et échanges

*Toutes les délégations, en particulier celles des
États qui ont mis en place ou doivent mettre en
place des programmes d'assistance aux victimes
et de sensibilisation*

11:00 – 11:45 RESTITUTION DES GROUPES DE TRAVAIL I ET II

11:45 – 12:30 RESTITUTION DES GROUPES DE TRAVAIL III ET IV

14:00 – 15:00 **LE SOMMET DE NAIROBI POUR UN MONDE SANS MINES : LES PERSPECTIVES DE LA
CONFÉRENCE D'EXAMEN DE 2004**

Sous la présidence du CICR

Les enjeux de la Conférence d'examen

*S.E. M. Gérard Chesnel, Ambassadeur pour
l'Action pour le Déminage, France*

*M. Alexander Kmentt, Conseiller, Mission
Permanente de l'Autriche auprès des Nations
Unies, représentant de S.E.M. l'Ambassadeur
Wolfgang Petritsch, Président-désigné de la
Conférence d'examen*

**Le rôle de l'Afrique dans le renforcement de la
Convention d'Ottawa**

*M. Thierry Zang, Coordonnateur du Programme
de réforme du Secteur de la Sécurité en Afrique,
Centre régional des Nations Unies pour la paix et
le désarmement en Afrique*

15:00 – 15:45 CIRCULATION ET DISCUSSION DU PROJET DE CONCLUSIONS DE L'ATELIER

16:00 – 16:30 ADOPTION DES CONCLUSIONS

Sous la présidence de la CEDEAO

17:00 – 18:00 CLÔTURE

**Présentation des conclusions de l'Atelier par le Major Général
Charles Okae**

*Directeur de la Défense et de la Sécurité,
Représentant du Secrétaire exécutif de la
CEDEAO*

Allocution de M. Thierry Grobet

*Délégué régional du Comité international de la
Croix-Rouge*

Discours de clôture

*S.E. M. Youssouf Ouedraogo, Ministre des
Affaires étrangères et de la coopération régionale
du Burkina Faso*

Tuesday 27 January

19:00 *Welcome Cocktail offered by the Ministry of Foreign Affairs and Regional Cooperation of Burkina Faso*

Wednesday 28 January

8:00 – 9:00 *Registration of participants*

9:00 **OPENING**

Statement of General Charles Okae

Director of Defence and Security, Representative of the Executive Secretary of ECOWAS

Statement of Mr. Thierry Grobet

Regional Delegate of the International Committee of the Red Cross

Statement of Mr. Andrew Shore

Coordinator, Mine Action Team, Department of Foreign Affairs and International Trade, Canada

Statement of H.E. the Ambassador Gérard Chesnel

Ambassador of France for Demining and Assistance to Victims of Anti-personnel Mines Action

Opening Speech H.E. Mr. Youssouf Ouedraogo

Minister for Foreign Affairs and Regional Cooperation of Burkina Faso

10:15 – 11:15 **STATE OF PLAY OF THE OTTAWA CONVENTION ON THE PROHIBITION OF ANTI-PERSONNEL MINES**

Chaired by ECOWAS

Overview of the Ottawa Convention and the mechanisms for its implementation

Ms. Kathleen Lawand, Mines-Arms Unit, ICRC

Status of implementation of the Ottawa Convention in West Africa

M. Boubine Touré, International Campaign to Ban Landmines (ICBL)

Discussion

11:15 – 12:30 **TRANSPARENCY REPORTS PURSUANT TO ARTICLE 7 OF THE CONVENTION**

Chaired by Burkina Faso

Tools and technical assistance available for the preparation of these reports

Mr. Paul Huynen, Head, Non-Proliferation and Disarmament Department, Ministry of Foreign Affairs of Belgium

The experience of Bénin in preparing Article 7 reports

Mr. Théodore C. Loko, Director of Legal Affairs and Human Rights, Ministry for Foreign Affairs and African Integration, Bénin

Discussion and exchange of experiences: difficulties encountered, technical assistance available

14:00 – 16:30 **WORKING GROUP SESSIONS**

• **GROUP I: STOCKPILE DESTRUCTION (ARTICLE 4 OF THE CONVENTION)**

Chaired by Nigeria

International cooperation and assistance for stockpile destruction

Mr. Andrew Shore, Coordinator, Mine Action Team, Department of Foreign Affairs and International Trade, Canada

Stockpile Destruction: the Chadian experience

General Khamis Ouardougou, Deputy-inspector of the Army, Ministry of National Defence, of War Veterans and of Victims of War, Chad

Discussion and exchange of views

• **GROUP II: PREVENTION AND SUPPRESSION OF VIOLATIONS OF THE CONVENTION**

Chaired by Guinée

National implementation measures

Mr. Richard Desgagné, Regional Legal Adviser (Advisory Service), Regional Delegation (Abidjan)

The adoption of national implementation measures: the experience of Burkina Faso

Ms Ali Bibata Sanou, Jurist, Direction of Legal and Consular Affairs, Ministry of Foreign Affairs and Regional Cooperation, Burkina Faso

The adoption of national implementation measures: the experience of Mali

Lt-Col. Bakaye Thiéro, Ministry of Defence, Mali

16:30-17:30 VIDEO PROJECTIONS

- *Towards Safer Villages*
- *Mines : Certains instants durent une éternité*
- *Angola 2000 : Internally Displaced Persons*
- *Le traité d'Ottawa : vers un monde sans mines antipersonnel*

Thursday 29 January

8:30 – 11:00 WORKING GROUP SESSIONS

• **GROUP III : HUMANITARIAN MINE CLEARANCE**

Chaired by Mali

International cooperation and assistance for mine clearance

H.E. Mr. Gérard Chesnel, Ambassador for Mine Action, France

Past experiences in humanitarian mine clearance

Captain Joon-Donis Dardaillon, Director of Internships, CPADD

Problems, Plans, Progress and Priorities for mine clearance assistance (4Ps)

• **GROUP IV : VICTIM ASSISTANCE AND MINE AWARENESS**

Chaired by Sénégal

Victim assistance and mine awareness: overview and the ICRC's action

Mme Kathleen Lawand, Unité Mines-Armes, CICR

Assistance and awareness: state of play in West Africa

Mr. Doudou Fall, Head of Project PEPAM (Casamance), Handicap International (Sénégal)

Discussion and exchange of views

11:00 – 11:45 REPORTS OF WORKING GROUPS I AND II

11:45 – 12:30 REPORTS OF WORKING GROUPS III AND IV

14:00 – 15:00 **THE NAIROBI SUMMIT FOR A MINE-FREE WORLD: PERSPECTIVES OF THE 2004 REVIEW CONFERENCE**

Chaired by the ICRC

The stakes of the Review Conference

H.E. Mr. Gérard Chesnel, Ambassador for Mine Action, France

Mr. Alexander Kmentt, Counsellor, Permanent Mission of Austria to the United Nations, representing H.E. Mr. Ambassador Wolfgang Petritsch, President-Designate of the Review Conference

The Role of Africa In Strengthening the Ottawa Convention

Mr. Thierry Zang, Coordinator, Programme for Security Reform in Africa, United Nations Regional Centre for Peace and Disarmament in Africa

15:00 – 15:45 **CIRCULATION AND DISCUSSION OF DRAFT CONCLUSIONS OF THE WORKSHOP**

16:00 – 16:30 **ADOPTION OF THE CONCLUSIONS**

Chaired by ECOWAS

17:00 – 18:00 **CLOSING**

Presentation of the Conclusions by General Charles Okae

Director of Defence and Security, Representative of the Executive Secretary of ECOWAS

Statement of Mr. Thierry Grobet

Regional Delegate of the International Committee of the Red Cross

Closing Statement

H.E. Mr. Youssouf Ouédraogo, Minister of Foreign Affairs and Regional Cooperation of Burkina Faso

2. Liste des participants / List of Participants

DÉLÉGUÉS GOUVERNEMENTAUX / GOVERNMENTAL DELEGATES		
Bénin		
M./Mr Théodore C. LOKO	Directeur des Affaires juridiques et des droits de l'homme, Ministère des Affaires étrangères et de l'intégration africaine	Director of Legal Matters and Human Rights, Ministry of Foreign Affairs
Col. Mathias ADJOU-MOUMOUNI	Conseiller technique juridique, Ministère chargé de la Défense nationale	Legal adviser, Ministry of Defence
Burkina Faso		
M./Mr Ibrahim TOURÉ	Directeur des affaires juridiques et consulaires, Ministère des Affaires étrangères et de la coopération régionale	Director of Legal and Consular Matters, Ministry of Foreign Affairs and Regional Cooperation
Mme/Ms Ali Bibata SANOU	Juriste, Direction des Affaires juridiques et consulaires, Ministère des Affaires étrangères et de la coopération régionale	Legal adviser, Department of Legal and Consular Matters, Ministry of Foreign Affairs and Regional Cooperation
M./Mr Sifana Ibsèn KONÉ	Juriste, Service des traités, Ministère des Affaires étrangères et de la coopération régionale	Legal adviser, Department of Treaties, Ministry of Foreign Affairs and Regional Cooperation
Capt. Blaise KIEMA	Ministère de la Défense	Ministry of Defence
M./Mr Jean Bosco KIENOU	Ministère de la Sécurité	Ministry of Security
M./Mr Gustave SEMDE	Magistrat, Ministère de la Justice	Magistrate, Ministry of Justice
Cap-Vert		
M./Mr Manuel C. MATOS	Ministère des Affaires étrangères	Ministry of Foreign Affairs
Col. Julio Cesar DE SOUZA MONTEIRO	Ministère de la Défense	Ministry of Defence
Côte d'Ivoire		
Capt. Patrick Alexandre M'BAHIA	Commandant G.I.P., Gendarmerie Nationale, Ministère de la Défense	Commandant G.I.P., Gendarmerie Nationale, Ministry of Defence
Gambie		
Mme/Ms Daisy L.I. CAROL	Ministère des Affaires étrangères	Ministry of Foreign Affairs
M./Mr Mar Mamadou SOWE	Ministère de la Défense	Ministry of Defence
Ghana		
M./Mr Kwabena Okubi APPIAH	Directeur adjoint, Ministère des Affaires étrangères	Assistant Director, Ministry of Foreign Affairs
Col. John OKAI	Ministère de la Défense	Ministry of Defence

Guinée		
M./Mr Mohamed Nhur KAMARA	Chef de la Division juridique, Ministère des Affaires étrangères	Head of the Legal Division, Ministry of Foreign Affairs
Col. Armand FAVRE	Commandant Division Armements et munitions, Ministère chargé de la Défense nationale	Commandant Armaments and Ammunition Department, Ministry of Defence
Guinée-Bissau		
M./Mr Serifo BALDÉ	Ministère des Affaires étrangères	Ministry of Foreign Affairs
M./Mr César Luis GOMES LOPES DE CARVALHO	Secretaria de estado dos Combatentes, CAAMI	Secretaria de estado dos Combatentes, CAAMI
Liberia		
Mme/Ms Vivian J. CHERUE	Ministère des Affaires étrangères	Ministry of Foreign Affairs
Lt-Col. Nathaniel N.P. NAH	Ministère de la Défense	Ministry of Defence
Mali		
M./Mr Kanisson COULIBALY	Ministère des Affaires étrangères	Ministry of Foreign Affairs
Lt-Col. Bakaye THIÉRO	Ministère de la Défense	Ministry of Defence
Niger		
Dr Amadou SONRAI OUMAROU	Ministère des Affaires étrangères	Ministry of Foreign Affairs
Capt. Mahamadou SEYDOU MAGAGI	Ministère de la Défense	Ministry of Defence
Nigeria		
M./Mr Z.U. BUKAR-KOLO	Ministère des Affaires étrangères	Ministry of Foreign Affairs
Brig.-Gen. J.O. ABDULLAHI	Ministère de la Défense	Ministry of Defence
Sénégal		
M./Mr Abdou Aziz NDIAYE	Directeur des organisations internationales, Ministère des Affaires étrangères	Director of International Organisations, Ministry of Foreign Affairs
Col. Mactar NDOYE	Directeur du contrôle, des études et de la législation, Ministère des Forces armées	Director of Control, Studies and legislation, Ministry of Armed Forces
Sierra Leone		
M./Mr Duwai S. LUNGAY	Secrétaire assistant senior, Division internationale, Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération Internationale	Senior Assistant Secretary, International Division, Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation
M./Mr Israel B.K. JIGBA	Ministère de la Défense	Ministry of Defence
Tchad		
M./Mr Bargonnlaou BEKUDU LE NAIMIAN	Directeur des organisations et relations économiques internationales, Ministère des Affaires étrangères et de l'intégration africaine	Director of International Economic Organisations and Relations, Ministry of Foreign Affairs and African Integration
Gén. Khamis OUARDOUGOU WALLI	Inspecteur-adjoint de l'Armée de terre, Ministère de la Défense nationale, des anciens combattants et victimes de guerre	Deputy Inspector of the Army, Ministry of National Defence, Veterans and Victims of War

Togo		
M./Mr Ohini Kwassivi AQUEREBURU	<i>Chargé d'études, Direction des Affaires politiques et juridiques, Ministère des Affaires étrangères et de la coopération</i>	<i>Chargé d'études Department of Political and Legal Affairs, Ministry of Foreign Affairs and Cooperation</i>
Lt-Col. Mewékiwè EDEOU	<i>Responsable des dossiers des armes légères, Cabinet du Ministre, Ministère de la Défense et des anciens combattants</i>	<i>Deputy Inspector of the Army, Ministry of National Defence, Veterans and Victims of War</i>
REPRESENTANTS DE LA CEDEAO / ECOWAS REPRESENTATIVES		
Maj. Gen. Charles OKAE	<i>Directeur de la défense et de la sécurité, CEDEAO</i>	<i>Director of Defense and Security, ECOWAS</i>
M./Mr Duaye FAYE	<i>Chargé de programme, Affaires humanitaires, CEDEAO</i>	<i>Principal Programme Officer, Humanitarian Affairs, ECOWAS</i>
EXPERTS ET INVITES / EXPERTS AND GUESTS		
Col. Jean-Pierre BAYALA	<i>Conseiller juridique, Ministère de la Défense/Croix-Rouge burkinabè</i>	<i>Legal adviser, Ministry of Defence/Burkinabe Red Cross</i>
S.E. M./ H.E. Mr Gérard CHESNEL	<i>Ambassadeur de France pour l'Action pour le déminage et l'assistance aux victimes de mines antipersonnel</i>	<i>Ambassador of France for Mine Action and Assistance for Victims of Antipersonnel Mines</i>
Cmdt Luc DAES	<i>Département Stratégie, Ministère de la Défense de la Belgique</i>	<i>Department of Strategy, Ministry of Defence, Belgium</i>
Capt. Jean-Denis DARDAILLON	<i>Directeur de stages, Centre de perfectionnement aux actions post-conflituelles de déminage et de dépollution (CPADD), Bénin</i>	<i>Director of Internships, Centre de perfectionnement aux actions post-conflituelles de déminage et de dépollution (CPADD), Bénin</i>
M./Mr Doudou FALL	<i>Chef de projet PEPAM (Casamance), Handicap International (Sénégal)</i>	<i>Project Manager PEPAM (Casamance), Handicap International (Senegal)</i>
Mme/Ms Anne HERY	<i>Déléguée permanente, Handicap International (Paris)</i>	<i>Permanent Delegate, Handicap International (Paris)</i>
M./Mr Paul HUYNEN	<i>Chef, Département de non-prolifération et du désarmement, Ministère des Affaires étrangères of Belgique</i>	<i>Head, Non-Proliferation and Disarmament Department, Ministry of Foreign Affairs of Belgium</i>

M./Mr Drissa OUATTARA	<i>Coordinateur régional, Handicap International (Ouagadougou)</i>	<i>Regional Coordinator, Handicap International (Ouagadougou)</i>
M./Mr Andrew SHORE	<i>Coordonnateur, Équipe d'action contre les mines, Ministère des Affaires étrangères du Canada</i>	<i>Coordinator, Mine Action Team, Department of Foreign Affairs, Canada</i>
M./Mr Moussa Ali SOUNTALI	<i>Coordinateur, Haut-Commissariat pour le déminage du Tchad</i>	<i>Coordinator, Haut-Commissariat pour le déminage du Tchad</i>
M./Mr Boubine TOURÉ	<i>Campagne internationale pour l'interdiction des mines antipersonnel (ICBL)</i>	<i>International Campaign to Ban Landmines (ICBL)</i>
Mme/Ms Anne VILLENEUVE	<i>Chargée de la Campagne Mines, Handicap International (Paris)</i>	<i>Chargée de la Campagne Mines, Handicap International (Paris)</i>
M./Mr Thierry ZANG	<i>Coordonnateur du Programme de réforme du Secteur de la Sécurité en Afrique, Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique</i>	<i>Coordinator, Programme for Security Reform in Africa, United Nations Regional Centre for Peace and Disarmament in Africa</i>
M./Mr Lazare ZOUNGRANA	<i>Chargé de communication, Croix-Rouge burkinabè</i>	<i>Information Officer, Burkinabe Red Cross</i>
CICR / ICRC		
M./Mr Thierry GROBET	<i>Délégué régional, Délégation régionale du CICR - Abidjan</i>	<i>Regional Delegate, ICRC Regional Delegation (Abidjan)</i>
M./Mr Issa KONÉ	<i>Juriste, Délégation régionale du CICR - Abidjan</i>	<i>Legal Adviser, ICRC Regional Delegation (Abidjan)</i>
M./Mr Richard DESGAGNÉ	<i>Conseiller juridique régional (Services consultatifs), Délégation régionale du CICR - Abidjan</i>	<i>Regional Legal Adviser (Advisory Service), ICRC Regional Delegation (Abidjan)</i>
M./Mr Emmanuel PLACCA	<i>Responsable d'Antenne (Lomé), Délégation régionale du CICR - Abidjan</i>	<i>Responsible of the Antenna in Lomé, ICRC Regional Delegation (Abidjan)</i>
M./Mr Abdou Latif MBACKÉ	<i>Juriste, Délégation régionale du CICR - Dakar</i>	<i>Legal Adviser, ICRC Regional Delegation (Dakar)</i>
Mme/Ms MALLAM Barmou Saadatou	<i>Chargée de programme, Délégation régionale du CICR - Dakar</i>	<i>Chargée de programme, ICRC Regional Delegation (Dakar)</i>
Mme/Ms Sybil Tonne SAGAY	<i>Chargée de communication, Délégation régionale du CICR - Abuja</i>	<i>Information Officer, ICRC Regional Delegation (Abuja)</i>

Mme/Ms Lydie ELLA NKOUM	<i>Juriste, Délégation régionale du CICR - Yaoundé</i>	<i>Legal Adviser, ICRC Regional Delegation (Yaoundé)</i>
Mme/Ms Kathleen LAWAND	<i>Conseiller juridique, Unité Mines-Arms, CICR - Genève</i>	<i>Legal Adviser, Mines-Arms Units, ICRC (Geneva)</i>

3. Questionnaire

QUESTIONNAIRE (pour la préparation des participants)

Introduction

L'atelier vise principalement à permettre aux Etats d'Afrique de l'Ouest d'échanger leurs expériences sur la mise en oeuvre de la Convention sur l'interdiction des mines anti-personnel et sur leur destruction (Convention d'Ottawa), en vue notamment de préparer la première Conférence d'Examen de la Convention (Nairobi, 29 novembre au 3 décembre 2004).

Tous les Etats de la sous-région sont parties à la Convention d'Ottawa. Celle-ci impose plusieurs obligations, dont certaines doivent être remplies dans des délais précis. Ainsi, chaque Etat doit:

- détruire les stocks de mines antipersonnel qui sont sous sa juridiction ou son contrôle, dès que possible et au plus tard quatre ans après l'entrée en vigueur de la Convention pour cet Etat partie (Article 4);¹
- s'efforcer d'identifier toutes les zones sous sa juridiction ou son contrôle où la présence de mines est avérée ou soupçonnée et s'assurer, dès que possible, que toutes ces zones soient marquées, surveillées et protégées afin d'empêcher effectivement les civils d'y pénétrer (Article 5(2));
- détruire toutes les mines antipersonnel dans les zones minées sous sa juridiction ou son contrôle (démunage), dès que possible, et au plus tard dix ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention pour cet Etat partie (Article 5(1));
- fournir une assistance pour les soins aux victimes des mines, pour leur réadaptation, pour leur réintégration sociale et économique ainsi que pour des programmes de sensibilisation aux dangers des mines (3ème paragraphe du préambule, et Article 6(3));
- prendre toutes les mesures législatives, réglementaires et autres, qui sont appropriées, y compris l'imposition de sanctions pénales, pour prévenir et réprimer les activités interdites par la Convention (Article 9);²
- déposer auprès du Secrétaire Général des Nations Unies, aussitôt que possible, et de toute manière au plus tard 180 jours après l'entrée en vigueur de la Convention pour cet Etat, un rapport initial sur les mesures susmentionnées (Article 7(1)); et mettre à jour annuellement, en couvrant la dernière année civile, les renseignements fournis et les communiquer au Secrétaire Général au plus tard le 30 avril de chaque année (Article 7(2)).³

Les participants seront invités, à l'atelier, à présenter l'expérience de leurs pays respectifs sur ces points.

Le questionnaire qui suit a pour objectif de faciliter la préparation de ces présentations. Les questions listées sont indicatives des thèmes qui seront abordés à l'atelier (cf. programme provisoire). Même si les participants ne sont pas tenus de reprendre intégralement le questionnaire, ni de soumettre une prestation écrite, des réponses écrites seraient tout à fait bienvenues.

¹ L'article 3 de la Convention autorise exceptionnellement "la conservation d'un certain nombre de mines antipersonnel pour la mise au point de techniques de détection des mines, de déminage ou de destruction des mines, et pour la formation à ces techniques. Le nombre de ces mines ne doit toutefois pas excéder le minimum absolument nécessaire aux fins susmentionnées."

² Nota bene: tous les Etats parties à la Convention, qu'ils soient ou non affectés par les mines, sont liés par cette obligation.

³ Nota bene: tous les Etats parties à la Convention, qu'ils soient ou non affectés par les mines, sont liés par cette obligation.

Partie I: Pour tous les Etats⁴

1. Est-ce que votre Etat a déposé auprès du Secrétaire Général des Nations Unies (SGNU) son rapport initial en vertu de l'Article 7, paragraphe 1, de la Convention?
 - Si oui, est-ce que votre Etat met à jour annuellement les renseignements fournis dans son rapport initial et les communique au SGNU en vertu de l'Article 7, paragraphe 2, de la Convention?
2. Est-ce que votre Etat a adopté des mesures législatives, incluant des sanctions pénales, pour prévenir et réprimer les activités interdites par la Convention, tel qu'exigé par l'Article 9?
 - Si non, est-ce que votre Etat prévoit élaborer une telle législation d'ici la Conférence d'Examen de la Convention d'Ottawa (fin 2004)?
 - Si votre Etat a adopté une telle législation, ou est en voie de l'adopter:
 - Est-ce qu'elle prévoit des sanctions pénales pour réprimer les activités interdites par la Convention, c'est-à-dire est-ce qu'elle prévoit la *responsabilité pénale individuelle* des auteurs de ces activités, avec des sanctions proportionnelles à la gravité des délits?
 - Est-ce que la loi prévoit des mesures pour faciliter la destruction de vos stocks de mines et/ou le déminage de vos zones minées?
 - Est-ce que la loi donne, aux autorités responsables de l'élaboration des rapports requis par l'Article 7 de la Convention, des pouvoirs de collecter des informations à cette fin?
 - Est-ce que la loi comprend des mesures pour faciliter l'exécution d'une éventuelle mission d'établissement des faits en vertu de l'Article 8 de la Convention?
3. Est-ce que votre Etat a adopté d'autres mesures (réglementaires et autres) pour mettre en oeuvre les autres dispositions de la Convention, par exemple des mesures visant à informer les forces armées des obligations imposées par la Convention, des amendements à la doctrine militaire pour tenir compte des normes de la Convention, etc.?
4. Est-ce que votre Etat a une position sur la définition des mines antipersonnel en vertu de l'Article 2 de la Convention, en relation avec le fait que les mines dites "anti-véhicule" équipées d'allumeurs sensibles sont susceptibles d'exploser du fait de la présence, de la proximité ou du contact d'une personne, et fonctionnent ainsi comme des mines antipersonnel?

Partie II: Pour les Etats qui ont des stocks de mines antipersonnel

5. Si votre Etat est détenteur ou propriétaire de mines antipersonnel, ou s'il a autrement des mines antipersonnel sous sa juridiction ou son contrôle, est-ce qu'il a détruit ces mines dans les délais impartis par l'Article 4 de la Convention? Sinon, est-ce qu'il a mis en place un plan national pour la destruction de ses stocks de mines? A-t-il besoin d'assistance technique ou autre pour la mise en oeuvre de ce plan national de destruction?
6. Exceptionnellement, est-ce que votre Etat a choisi de conserver un nombre minimal de mines pour le développement de techniques de détection, de déminage ou de destruction des mines, et pour la formation à ces techniques, tel que permis par l'Article 3 de la Convention? Si oui, quels sont les types et quantités de mines retenues à ces fins?

⁴ Les questions sous cette partie s'appliquent à tous les Etats, qu'ils soient ou non affectés par les mines, et qu'ils aient ou non des stocks de mines.

Partie III: Pour les Etats affectés par les mines

7. Si votre Etat a des zones minées sous sa juridiction ou son contrôle, quels sont ses "4 P" pour le déminage de ces zones, c'est-à-dire:
 - Est-ce que le *problème* a été défini? c'est-à-dire, a-t-on identifié toutes les zones où la présence de mines antipersonnel est avérée ou soupçonnée, tel qu'exigé par l'Article 5(2) de la Convention? Est-ce que ces zones ont été marquées tout au long de leur périmètre, surveillées et protégées par une clôture ou d'autres moyens empêchant les civils d'y pénétrer? Est-ce que l'impact de ces zones sur la population civile a été évalué, notamment au moyen d'une étude d'impact? Est-ce que votre Etat reçoit une assistance technique pour la réalisation des actions susmentionnées, ou a-t-il besoin d'une telle assistance?
 - Est-ce que votre Etat a élaboré un *plan d'action* national pour réaliser le déminage des zones minées dans le délai de dix ans imparti par l'Article 5 de la Convention? Si oui, quels sont les objectifs et priorités de son plan d'action? Si non, a-t-il besoin d'une assistance technique pour l'élaboration de ce plan?
 - Quels *progrès* ont été réalisés dans la mise en oeuvre de votre plan d'action pour le déminage? Par exemple, combien de mètres carrés ont été déminés par année, combien et quelles sortes de mines ont été enlevées, et quels ont été les bénéfices concrets pour la population civile? Est-ce que votre Etat reçoit une assistance technique pour le déminage, ou a-t-il besoin d'une telle assistance?
 - Quelles sont les *priorités* de votre Etat pour l'allocation de l'assistance technique ou autre, notamment en matière d'étude d'impact ou de mise en oeuvre du plan d'action national de déminage?
8. Si les zones minées de votre pays ont un impact sur la population civile, est-ce que des programmes de **sensibilisation aux dangers des mines** existent pour les populations affectées ces zones minées? Si non, est-ce que votre Etat a besoin d'une assistance technique pour la mise sur pied de tels programmes? Si oui, combien de personnes ont bénéficié de tels programmes, et est-ce que les taux d'accidents dus aux mines ont baissé depuis la mise en oeuvre de ces programmes?
9. Si votre Etat est affecté par les mines, est-ce qu'il y a un besoin d'**assistance aux victimes de mines**? En particulier:
 - Quelle est l'importance du problème des victimes de mines et autres blessés de guerre? Est-ce que les informations sont disponibles sur la situation des victimes de mines (nombre de victimes, types de blessures, partie du pays où il y a le plus de victimes, etc.)? Est-ce qu'il existe un mécanisme de collecte de données sur les victimes de mines?
 - Quels soins et services sont disponibles pour les victimes de mines, notamment en matière d'assistance d'urgence et de soins médicaux, de réhabilitation physique (production et fourniture d'appareils orthopédiques, physiothérapie, etc.), et de réintégration socio-économique?
 - Quels sont les besoins de votre Etat en matière d'assistance technique et autre pour venir en aide aux victimes de mines, et plus généralement tous les blessés, et handicapés?
 - Est-ce qu'il y a des lois ou autres mesures en place pour assurer la protection, les soins et les droits des citoyens handicapés, incluant les survivants de mines?

◆ ◆ ◆

QUESTIONNAIRE
(for preparation of the participants)

Introduction

The principal aim of the workshop is to allow West African States to exchange their experiences in implementing the Convention on the prohibition of anti-personnel mines and on their destruction (the Ottawa Convention), in particular with a view to preparing the First Review Conference of the Convention (Nairobi, 29 November to 3 December 2004).

All of the States of the region are party to the Ottawa Convention, which imposes several obligations, some of which must be fulfilled within precise timelines. Thus, each State must:

- destroy the stockpiled anti-personnel mines that are under its jurisdiction or control, as soon as possible but not later than four years after the entry into force of the Convention for that State Party (Article 4);¹
- make every effort to identify all areas under its jurisdiction or control in which anti-personnel mines are known or suspected to be emplaced and ensure as soon as possible that all such areas are perimeter-marked, monitored and protected to ensure the effective exclusion of civilians (Article 5(2));
- destroy all anti-personnel mines in mined areas under its jurisdiction or control, as soon as possible but not later than ten years after the entry into force of the Convention for that State Party (Article 5(1));
- provide assistance for the care and rehabilitation, and social and economic rehabilitation, of mine victims and for mine awareness programmes (3rd paragraph of the preamble and Article 6(3));
- take all appropriate legal, administrative and other measures, including the imposition of penal sanctions, to prevent and suppress the activities prohibited by the Convention (Article 9);²
- deposit with the Secretary-General of the United Nations, as soon as practicable, and in any event not later than 180 days after the entry into force of the Convention for that State Party, an initial report on the above measures (Article 7(1)); and update the information annually, covering the last calendar year, and report to the Secretary-General not later than 30 April of each year (Article 7(2)).³

At the workshop, the participants will be invited to present the experiences of their respective States on these points.

The questionnaire that follows aims at facilitating the preparation of these presentations. The questions listed are indicative of the themes that will be addressed at the workshop (see draft programme). Although the participants are not required to strictly follow the questionnaire, nor to submit a written presentation, written answers are welcome.

¹ Article 3 of the Convention exceptionally authorizes "the retention or transfer of a number of antipersonnel mines for the development of and training in mine detection, mine clearance, or mine destruction techniques". However, "[t]he amount of such mines shall not exceed the minimum number absolutely necessary for the above-mentioned purposes".

² N.B.: All States Parties, be they mine-affected or not, are bound by this obligation.

³ N.B.: All States Parties, be they mine-affected or not, are bound by this obligation.

Part I: For all States

1. Has your State deposited with the Secretary-General of the United Nations (SGUN) its initial report pursuant to Article 7, paragraph 1, of the Convention?
 - If so, does your State update annually the information provided in its initial report, and report it to the SGUN pursuant to Article 7, paragraph 2, of the Convention?
2. Has your State adopted legislative measures, including the provision of penal sanctions, to prevent and suppress the activities prohibited by the Convention, as required by Article 9?
 - If not, does your State foresee developing such legislation in time for the Review Conference of the Ottawa Convention (end 2004)?
 - If your State has adopted such legislation, or is in the process of adopting it:
 - Does the legislation provide penal sanctions to suppress the activities prohibited by the Convention; that is, does it impose *individual criminal responsibility* on the authors of these activities, with penalties proportionate to the seriousness of the offence?
 - Does the legislation contain provisions to facilitate the destruction of your stockpiled anti-personnel mines and/or the clearance of your mined areas?
 - Does the legislation confer information-gathering powers on those responsible for preparing the reports required under Article 7 of the Convention?
 - Does the legislation include measures to facilitate the carrying out of a fact-finding mission pursuant to Article 8 of the Convention?
3. Has your State adopted other measures (administrative or other) to implement the other provisions of the Convention, such as for example measures aimed at informing the armed forces of the obligations imposed by the Convention, amending military doctrine to take into account the Convention's norms, etc.?
4. Does your State have a position on the definition of anti-personnel mines pursuant to Article 2 of the Convention, in relation to sensitive fuses that are likely to cause "anti-vehicle" mines to be exploded by the presence, proximity or contact of a person, thereby functioning like anti-personnel mines?

Part II: For States that have stockpiles of anti-personnel mines

5. If your State owns or possesses anti-personnel mines, or otherwise has such mines under its jurisdiction or control, has it destroyed these stockpiled mines within the timeline provided by Article 4 of the Convention? If not, has it developed a national plan for the destruction of its stockpiled mines? Does it need technical or other assistance in implementing this national destruction plan?
6. Exceptionally, has your State chosen to retain a minimal number of mines for the development of and training in mine detection, mine clearance, or mine destruction techniques, as permitted by Article 3 of the Convention? If so, what are the types and quantities of the mines so retained?

Part III: For States that are affected by mines

7. If your State has mined areas under its jurisdiction or control, what are its "4 Ps" for mine clearance of these areas; that is:
 - Has the *problem* been defined, i.e. have all areas where mines are known or suspected to be emplaced been identified, as required by Article 5(2) of the Convention? Have these areas been perimeter-marked, monitored and protected by fencing or other means, to ensure the effective exclusion of civilians? Has the impact of these areas on the civilian population been

assessed, in particular through an impact survey? Does your State receive technical assistance to carry out the above-mentioned actions, or does it need such assistance?

- Has your State developed a national *plan of action* to carry out the clearance of mined areas within the ten-year deadline provided by Article 5 of the Convention? If so, what are the objectives and priorities of its plan of action? If not, does it need technical assistance to develop such a plan?
- What *progress* has been made in the implementation of your plan of action for mine clearance? For example, how many square meters have been cleared per year, how many and what type of mines have been removed, and what have been the concrete benefits to the civilian population? Does your State receive technical assistance to carry out mine clearance, or does it need such assistance?
- What are your State's *priorities* for where assistance, technical or otherwise, should be allocated, in terms of impact surveys or in implementation of national mine clearance plans?

8. If your country's mined areas have an impact on the civilian population, do **mine awareness programmes** exist for the people affected by these mined areas? If not, does your State need technical assistance for the establishment of such programmes? If you do have mine awareness programmes in place, how many persons benefit from them and has the landmine casualty rate declined as a result of these programmes?

9. If your State has mined areas under its jurisdiction or control, is there a need for **assistance to victims of landmines**? In particular:

- What is the extent of the problem of mine victims and other war wounded? Is any information available on the situation of landmine victims (number of victims, types of wounds, part of the country where the problem is greatest, etc.)? Is there a mechanism to collect data on mine victims?
- What kind of care and services are available to mine victims, in particular emergency and medical care, physical rehabilitation (production and provision of orthopaedic limbs, physiotherapy, etc.) and socio-economic integration?
- What are the needs of your State for technical or other assistance to help mine victims and more generally all wounded and handicapped?
- Are there any laws or other measures in place to promote the protection, care and rights of handicapped citizens, including mine survivors?